

Passage de témoin à l'ASB: objectifs, défis, priorités pour l'avenir

Bâle, 15 Septembre 2016 – La place financière suisse est stable et bien positionnée. Elle développe activement de nouveaux domaines d'activité, comme l'Asset Management ou les opérations en renminbi, et relève les défis du numérique. Pour continuer d'assumer son rôle de moteur de l'économie, il lui faut des conditions-cadres optimales, que les milieux politiques et les autorités contribuent à façonner de manière décisive. Un meilleur accès au marché de l'UE est également essentiel pour la place financière suisse, traditionnellement très axée sur l'international.

Lors de l'Assemblée générale de l'Association suisse des banquiers (ASB) qui se tient ce jour, Patrick Odier transmettra ses fonctions de Président à son successeur, Herbert J. Scheidt. Le nouveau Président reprend le flambeau dans une période difficile, mais peut s'appuyer sur des bases solides: les banques jouent leur rôle de moteur de l'économie suisse, elles proposent des places de formation et des emplois attrayants, et elles génèrent environ 6% de la création de valeur du pays. La place financière suisse reste par ailleurs le leader mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière.

Changement de paradigme et nouveaux domaines d'activité

Durant le mandat de Patrick Odier, la place financière suisse a changé de paradigme en adoptant l'échange automatique de renseignements – une mutation qui n'a pas entraîné les sorties d'avoirs de la clientèle que beaucoup redoutaient. La Suisse n'a rien perdu de sa réputation de place financière sûre – le développement des actifs sous gestion, constante depuis des années, en témoigne. Dans sa dernière allocution en tant que Président de l'ASB, Patrick Odier a souligné qu'il était fier de la place financière suisse et notamment du succès du changement de paradigme qui s'est opéré ces sept dernières années en matière de conformité fiscale: «En sept ans, nous sommes passés du «tabou» que constituait toute remise en cause du secret bancaire fiscal à la mise en œuvre naturelle de l'échange automatique de renseignements et à l'acceptation, comme une évidence, du postulat de la conformité fiscale.» Il a également souligné le fait que la place financière avait à tout moment entièrement accompli son rôle: «Ainsi, le secteur bancaire n'a jamais failli à sa mission de base de financement de l'économie par l'octroi de crédit aux entreprises, notamment les PME, et aux particuliers.» Elle est également parvenue à s'imposer dans d'autres domaines d'activité que la gestion de fortune et à positionner solidement sa place financière dans la concurrence internationale: la Suisse est devenue un hub pour le renminbi, elle est, selon des études récentes, parmi les leaders européens en matière d'Asset Management, et ses banques ont une capacité d'innovation et de financement suffisante pour accompagner l'évolution du secteur vers le numérique.

Priorité à la vision d'ensemble, non aux intérêts particuliers

Au vu des derniers indicateurs concernant la place financière, il y a toutefois des signaux d'alerte: les banques suisses créent davantage de postes à l'étranger que sur le territoire national, les banques (notamment les banques étrangères) sont de moins en moins nombreuses en Suisse, les actifs sous gestion ont affiché un léger recul l'année dernière en raison du franc fort, et la situation conjoncturelle est extrêmement tendue sur les principaux marchés étrangers. Dans ce contexte, les banques n'ont d'autre choix que de se préoccuper de leur compétitivité et de leurs perspectives d'avenir. A cet effet, elles ont besoin de conditions-cadres optimales, que les milieux politiques et les autorités doivent s'attacher à créer. «Une vue d'ensemble rationnelle est fondamentale pour l'avenir de la place financière. Les intérêts individuels et particuliers ne doivent pas peser sur la prospérité de la place financière et de l'économie. Il appartient aux milieux politiques et au Parlement de s'engager en ce sens», souligne Claude-Alain Margelisch, Président du Comité exécutif de l'ASB. Au regard des dossiers politiques en cours, cela signifie que les débats importants à venir, comme celui sur la LSFIn/LEFin, ne doivent pas être inutilement reportés; cela signifie aussi que l'initiative Matter et le contre-projet exposent les banques au risque de devenir le bras armé des autorités fiscales.

Accès au marché et meilleure réglementation

Les dossiers les plus urgents à traiter sont indubitablement ceux de l'amélioration de la réglementation et de l'accès aux marchés étrangers importants. «La place financière suisse, traditionnellement très internationale, doit pouvoir se développer à l'étranger. Les banques ont donc besoin d'accéder aux marchés. L'enjeu majeur à cet égard est la relation de la Suisse avec l'UE, qu'il faut améliorer et stabiliser de toute urgence», affirme Claude-Alain Margelisch. Par ailleurs, en raison de la multiplication des projets réglementaires coûteux, la Suisse est de moins en moins attrayante. Si elle ne veut pas perdre du terrain dans la concurrence entre places internationales, elle doit s'attaquer au problème de la hausse des coûts de la réglementation. Grâce à son «Concept pour une bonne politique réglementaire», l'ASB verse au débat une proposition de solution aboutie, qui couvre tous les niveaux réglementaires. Parmi ses suggestions figurent notamment la création d'un organe indépendant de contrôle de la réglementation et l'obligation d'information sur les coûts. L'ASB se réjouit de constater que les milieux politiques ont eux aussi pris conscience de la nécessité d'agir. Elle espère qu'un projet de loi intégrant ces réflexions ne tardera pas à être présenté.

Réorganisation de l'ASB, nouveau Président et nouveaux membres du Conseil d'administration

L'année dernière, le Conseil d'administration et le Comité exécutif de l'ASB ont réorganisé l'Association et fixé de nouvelles priorités davantage orientées business. Cela a contribué à accroître l'efficacité, à clarifier les responsabilités et à renforcer l'orientation business au sein de l'Association. Herbert J. Scheidt prendra ses fonctions de Président du Conseil d'administration le 16 septembre 2016. Il préside depuis 2011 le Conseil d'administration de Vontobel Holding SA, après avoir dirigé la Banque Vontobel en qualité de CEO de 2002 à 2011. Patrick Odier, Président sortant de l'ASB, dit à son propos: «Je suis ravi qu'ait été élu en la personne de Herbert J. Scheidt un nouveau Président au parcours de banquier remarquable. Je suis convaincu que Herbert J. Scheidt saura conduire l'Association en rangs serrés vers l'avenir.»

Deux nouveaux membres du Conseil d'administration sont soumis au vote de l'Assemblée générale 2016: Marco J. Netzer, Président du Conseil d'administration de la Banque Cramer & Cie SA, et le Dr Heinrich Henckel, CEO de LGT Bank (Suisse) SA.

Journée des banquiers

La Journée des banquiers est l'Assemblée générale annuelle de l'Association suisse des banquiers (ASB) et constitue un des temps forts de l'année bancaire dans le pays. Outre l'allocution de Patrick Odier, Président de l'ASB, le Conseiller fédéral Ueli Maurer, Chef du Département fédéral des finances (DFF), transmettra le message du Conseil fédéral. Les participants auront le privilège d'assister à un moment de dialogue entre le Président sortant, Patrick Odier, et son successeur, Herbert J. Scheidt. Cet entretien sera modéré par Peter A. Fischer, Responsable du service économique de la NZZ, et portera sur le passé et l'avenir de l'ASB. La Journée des banquiers sera aussi l'occasion de distinguer les nouveaux diplômés d'un apprentissage bancaire ayant obtenu les meilleures notes en entreprise en 2016.

Les échanges entre personnalités issues du monde bancaire, politique et industriel seront au cœur de cet événement. Sont également conviés des ambassadrices et des ambassadeurs, qui lui conféreront un rayonnement international. Quelque 450 participants sont attendus.

Contact Médias



Monika Dunant

Responsable Gestion des
thèmes & Media Relations

+41 58 330 63 95